

Il est difficile de croire que Viktor Orbán soit si indifférent sur ce que l'on dit de lui et de la Hongrie à l'étranger. Pourtant, à l'heure des bilans, la présidence hongroise de l'Union européenne qui peut se prévaloir d'un bilan assez positif, ne restera dans les mémoires des uns et des autres que comme une présidence controversée. Ne croyez pas que je sois hostile à la controverse, bien au contraire, mais lorsque celle-ci occulte les résultats d'un travail, c'est ennuyeux.

Un bilan assez positif, surtout si l'on regarde l'ultime succès de cette présidence avec sur la ligne d'arrivée, à l'arrachée, une date pour accueillir la Croatie au sein de l'Union. L'élargissement de l'Union était l'une des priorités de Viktor Orbán. Faire jouer à nouveau à la Hongrie un rôle de premier plan dans la région est l'un des buts du Premier ministre. Désormais, il sera celui qui a travaillé à l'entrée de la Croatie dans l'Union, celui sur qui la Serbie, le Monténégro, la Macédoine et l'Albanie – pays qu'il a visité pendant son mandat européen – pourront compter, pour devenir membre de l'Union... un jour.

En politique étrangère, la grande rivale de la Hongrie dans la région est la Pologne qui va justement lui succéder à la tête de l'Union. Et si la Hongrie a réussi à se positionner comme un partenaire indispensable entre les pays des Balkans et Bruxelles, Varsovie de son côté lui a, quant à elle, ravi l'organisation d'une conférence pour mettre sur pied un partenariat oriental privilégié avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. La Biélorussie en a été exclue suite aux événements de décembre et ses conséquences. Jusqu'au XXe siècle, la Hongrie – qui a toujours joué un rôle important au cœur du bassin des Carpates, et dont les Balkans en sont considérés comme les marches, le limes au Sud – se verrait bien à nouveau jouer les premiers rôles. Tout dans l'attitude et les décisions prises par Viktor Orbán tend dans cette direction. L'Union européenne lui offre ses possibilités, et le Premier ministre hongrois le sait et n'a pas l'intention de ne pas en profiter.

C'est une vieille recette politicienne que de pratiquer une politique rigoureuse dans son pays et libérale à l'extérieur. Le problème c'est qu'aujourd'hui, avec la mondialisation, l'information se propage à une vitesse exponentielle. C'est l'erreur de Viktor Orbán de ne pas avoir pris assez en compte les opinions publiques internationales qui ne garderont en mémoire que les différentes affaires qui ont éclaté pendant le mandat européen hongrois. Ainsi, alors que Budapest aura réussi à placer au cœur des débats européens, la question rom, l'opinion publique ne se souviendra que des milices d'extrême droite venues dans les villages des confins orientaux du pays, menacer et provoquer cette communauté. Et c'est sans parler de la loi sur les médias, de la mise en place d'une nouvelle Constitution dont la presse n'aura relevé que les aspects réactionnaires. Quel média a fait sa une sur l'interdiction des OGM, gravée dans cette même Constitution ? C'est une décision courageuse et moderne... mais dont on ne parle pas ou si peu.

Et il faudra conclure cette présidence européenne sur une ultime affaire : le financement d'une campagne anti-IVG par des fonds européens détournés de leur vocation première. La Hongrie se dépeuple et ses dirigeants croient inverser la courbe en provoquant et culpabilisant les femmes.

Quelle maladresse ! Et en plus, avec de l'argent qui n'était pas destiné à cela. Décidément, cela fait beaucoup d'erreurs de communication. Ces messieurs du gouvernement, où aucune femme n'a rang de ministre rappelons-le, feraient mieux de s'interroger sur les raisons d'une telle dénatalité et financer des aides - crèches et autres moyens de garde, par exemple - plutôt que de choquer les Hongroises.

Dans une semaine, cette présidence européenne se clôturera. Il faut espérer qu'avec le recul, le travail effectué sous la mandature hongroise sera mieux reconnu.

Les précédentes chroniques de Cécile Vrain :

- [L'Union européenne ouvre ses portes à la Croatie](#)
- [Le dilemme politico-économique biélorusse et les enjeux électoraux en Lettonie et en Macédoine](#)
- [Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE](#)
- [Les conséquences de l'affaire DSK en Europe](#)
- [Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne](#)